



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°474 (27 SEPTEMBRE 2026)

PRIX DU CARBURANT ET UKRAINE

LA FLAMBÉE DU PRIX DE L'ESSENCE ET SES CONSÉQUENCES POLITIQUES

Introduction

Philippe Meyer :

La flambée des prix des carburants s'est invitée dans l'agenda du Premier ministre, qui met la dernière main à son budget. Elle fait redouter une crise sociale qui percuterait la course à l'Elysée et pourrait profiter au Rassemblement national et à La France insoumise. Face à « *une colère immense* » en France, la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a exhorté à augmenter les salaires et bloquer les prix du carburant, demandant au gouvernement d'arrêter « *les cadeaux aux plus riches et aux plus grandes entreprises* ». Le gouvernement assure œuvrer pour la « *maîtrise des prix* », comme le lui a enjoint le 16 septembre, le président de la République. Mais les marges d'action paraissent singulièrement limitées, entre l'état des finances publiques et l'impossibilité d'influer sur le principal facteur de la variation des prix, la guerre au Moyen-Orient. Pour beaucoup de pays, y compris la France, le dilemme est le même : faut-il laisser les consommateurs supporter le fardeau de l'inflation, ce qui nourrit leur ressentiment et pèse sur la croissance, ou prendre des mesures de soutien et charger la barque de finances publiques déjà sous pression ? En réalité, les choix économiques dépendent bien souvent des échéances électorales. Or, les politiques le savent, il n'y a jamais loin de la pompe aux urnes.

Après une réunion le 18 septembre à l'Elysée avec des chefs de partis et des candidats à la présidentielle, le Président a martelé que les prix de l'énergie étaient dus « *intégralement aux guerres* ». La crise va durer et le prix du pétrole « *va rythmer la vie du pays* », confirmait Emmanuel Macron devant la presse

après la réunion, plusieurs représentants des forces politiques évoquant la probabilité d'un litre d'essence à 3 euros à la fin de l'année. Hanté par la crainte d'un retour des « Gilets jaunes », Matignon a annoncé mardi la prolongation des aides ciblées, réservées aux Français les plus touchés en particulier l'agriculture, le BTP et les pêcheurs. Le nouveau dispositif prévoit une aide de 100 euros pour les gros rouleurs (soit 5,5 millions de Français éligibles contre 3 millions actuellement) et la prolongation du chèque énergie, pour un coût total de 450 millions d'euros. Une réponse trop timorée aux yeux de l'opposition qui réclame des mesures plus ambitieuses pour soulager le pouvoir d'achat tandis que selon un sondage Elabe/BFM, 70% des Français estiment que les mesures d'aides sur le carburant annoncées sont « *insuffisantes* ». Si le sociologue à l'université de Caen, Patrick Vassort, spécialiste des mouvements sociaux observe qu'« *un certain nombre de feux sont au vert pour qu'une mobilisation se constitue* », il rappelle toutefois qu'à la veille d'une année électorale, grèves et manifestations ont tendance à ralentir, les citoyens se trouvant dans l'attente des propositions des candidats.

Marc-Olivier Padis :

À propos de mouvements sociaux, il faut d'abord rappeler que le prix actuel des carburants est supérieur au niveau qu'il avait atteint au moment du déclenchement du mouvement des Gilets jaunes. Tout le monde s'interroge donc sur cette sorte de bombe sociale à retardement, qui peut peser lourdement sur la campagne présidentielle et même sur le résultat de l'élection. Avant de parler des solutions, il faut rappeler quelques éléments qui donnent une idée du niveau de contrainte que le prix de l'essence représente pour les ménages.

La voiture reste le moyen de transport le plus utilisé pour les trajets du quotidien : 80 % des trajets des Français se font en voiture. Cela s'explique d'abord par la contrainte géographique, c'est-à-dire la distance entre le domicile et le travail. Aujourd'hui, les Français se déplacent en moyenne une heure par jour pour aller sur leur lieu de travail, et autour d'une heure vingt en agglomération parisienne. Cette distance n'a cessé d'augmenter depuis vingt ou trente ans, car l'arbitrage entre le coût du logement et le lieu de travail s'est fait par l'augmentation de la distance parcourue. C'est particulièrement vrai pour les ouvriers et les employés, surreprésentés parmi les navetteurs qui font des allers-retours entre leur domicile et leur travail : la moitié des ouvriers et employés sont navetteurs alors qu'ils ne représentent que 43 % de la population. Cela explique que les transports soient le deuxième poste de dépense des ménages après le logement : le logement représente en moyenne 28 % de leurs dépenses et le transport 13 %. La voiture coûte en moyenne 415 euros par ménage et par mois, dont 100 euros de carburant.

Les ménages se sentent donc pris dans un étau entre le lieu d'habitation et le coût du déplacement, avec très peu de marge de décision. Ils ne peuvent pas

changer de travail à cause du coût de l'essence, ni déménager, car le marché du logement est très contraint. C'est donc la mobilité qui sert de variable d'ajustement : les ménages ont accepté de passer de plus en plus de temps à se déplacer. Si on augmente en plus le coût de ces déplacements, ils se sentent véritablement pris à la gorge. C'est particulièrement vrai pour les habitants du périurbain. En région parisienne, les mobilités de banlieue à banlieue prennent beaucoup de temps. Et dans beaucoup de villes, y compris des métropoles de province, les transports en commun ne sont pas suffisamment développés. Il n'y a donc souvent pas d'alternative et la marge d'adaptation est très limitée.

Quelles sont alors les solutions ? D'abord, on voit que les Français limitent leurs déplacements. Le ministère du Budget a indiqué qu'en septembre, encore en cours, la consommation d'essence avait baissé de 19 % par rapport au mois de septembre de l'année précédente. Cela signifie que les gens ont renoncé à énormément de déplacements, sans doute moins ceux vers le travail que les déplacements de loisirs, le week-end, ou ceux sur lesquels ils peuvent arbitrer. Deuxièmement, on voit se développer le covoiturage. Cette solution a été introduite progressivement, mais des villes comme Grenoble ont développé des systèmes très sophistiqués, avec des conducteurs indemnisés et des applications qui fonctionnent assez bien.

Troisièmement, il y a une solution à plus long terme : le passage à la voiture électrique. On voit depuis le début de cette crise le succès, par exemple, de la Renault 5, lancée dans un timing idéal, parce qu'il manquait sur le marché des voitures électriques une voiture du quotidien, petite, pas trop lourde et à un prix accessible, puisqu'elle commence à 25.000 euros. Le leasing social, qui permet aux ménages modestes d'acheter leur voiture en leasing avec une aide, a très bien marché. Évidemment, cela coûte de l'argent, mais cela rend vraiment service aux gens : avec un prix du diesel à 2,40 euros, la différence entre l'électrique et le thermique est désormais considérable.

Autre solution : les transports en commun. Mais c'est aujourd'hui le bus qui peut

rendre le plus de services, parce que construire des lignes de train coûte très cher et prend énormément de temps, alors qu'il faut des réponses de court terme.

Pour le gouvernement, l'enjeu est surtout de trouver des réponses qui soient valables à la fois d'un point de vue individuel et collectif. Il faut sortir de cette dépendance aux hydrocarbures. C'est pourquoi la solution proposée notamment par Marine Le Pen, qui consiste à baisser la TVA sur l'essence, est une mauvaise solution pour deux raisons. D'abord, elle donne l'impression d'alléger la contrainte, mais enferme les gens dans la dépendance aux hydrocarbures. Ensuite, elle vide les caisses de l'État pour un résultat qui n'est pas véritablement probant. En 2022, les subventions ont coûté 22 milliards d'euros aux caisses de l'État. Aujourd'hui, on cherche cinq milliards pour le prochain budget. On ne peut pas se permettre une telle dépense. Le calcul est assez simple. La TVA est aujourd'hui de 20 % sur l'essence. Sur un prix moyen de 2,25 euros, elle représente 45 centimes. Si elle passait à 5,5 %, elle serait de 12 centimes. Cela ferait gagner environ 35 centimes et permettrait effectivement de revenir sous les 2 euros le litre. Mais ce n'est pas une solution durable. Le leasing social, par exemple, qui permet de passer à l'électrique, coûte beaucoup moins cher et apporte en même temps des bénéfices collectifs.

Nicole Gnesotto :

Je vais me placer non pas du côté des ménages, mais du côté du gouvernement, qui se trouve devant un vrai dilemme : comment dépenser de l'argent qu'on n'a pas pour régler une crise qu'on n'a aucun moyen de régler ? Je voudrais souligner deux paradoxes. Le premier tient à la nature de la crise : c'est une crise de long terme. Personne n'imagine qu'il y aura une paix avec l'Iran d'ici Noël. Or les réponses apportées sont des réponses d'urgence et de très court terme. Le deuxième paradoxe tient au contraste entre l'ampleur de la crise sociale et, jusqu'à présent, l'atonie de la population.

Sur le premier point, le gouvernement apporte donc des réponses de très court terme sans les articuler à une stratégie de long terme. Vous l'avez rappelé, Philippe, il a adopté une ligne qui consiste à donner plus d'argent à plus de monde, plus longtemps. Plus d'argent, puisque le niveau de revenu permettant de bénéficier de ces chèques n'est plus de 1 500 euros nets par mois, mais de 2 250 euros. Plus de monde, puisqu'on passe de 3 millions à 5,5 millions de bénéficiaires. Plus longtemps, puisque les aides ne s'arrêtent plus en octobre mais sont prolongées jusqu'au 31 décembre. Et personne n'imagine que cela s'arrêtera là. On entre donc dans une sorte de fuite en avant sans fin. Le gouvernement justifie également ces mesures par la volonté de cibler les populations qui en ont le plus besoin, plutôt que d'adopter une mesure générale comme la baisse de la TVA, qui concernerait l'ensemble de la population et favoriserait aussi les plus aisés. Mais ce ciblage est lui-même sans frontières. Au départ, les infirmières de campagne n'étaient pas concernées ; elles le sont maintenant. Ce sont désormais les conducteurs d'auto-école qui protestent parce qu'ils ne sont pas inclus dans le périmètre. Là encore, on entre dans une fuite en avant.

Je ne dis pas que tout cela est inutile. Je dis que c'est inefficace si l'on ne réfléchit pas en même temps à une véritable stratégie de moyen, voire de long terme. J'en vois deux. La première concerne la voiture électrique. Je suis d'accord avec tout ce qu'a dit Marc-Olivier Padis, mais il faudrait développer en urgence la voiture électrique non pas d'abord pour l'urbain, mais pour le périurbain. Cela suppose un changement complet de philosophie : les personnes qui utilisent leur voiture pour parcourir plus de 30 kilomètres par jour pour leur travail devraient avoir un accès très fortement facilité à la voiture électrique. C'est l'inverse de la réflexion actuelle, qui cherche surtout à développer les voitures électriques urbaines pour diminuer la pollution dans les villes. Il faut renverser complètement cette logique, sans que le gouvernement raisonne en considérant que la baisse de la consommation d'essence entraîne une baisse de ses

ressources financières. Je trouve cela assez scandaleux.

La deuxième stratégie de long terme devrait être diplomatique. Ces pénuries, ou du moins le prix mondial de l'essence, viennent de guerres que nous ne maîtrisons pas. Mais nous maîtrisons tout de même notre relation avec les États-Unis, ainsi que la possibilité d'une nouvelle relation avec l'Ukraine et la Russie.

On pourrait imaginer que le gouvernement cherche, par des moyens diplomatiques européens, à contribuer à la résolution de cette crise, ce qui n'est absolument pas le cas. Emmanuel Macron nous a habitués à multiplier les initiatives diplomatiques. À ma connaissance, il n'a absolument rien formulé sur l'Iran. Par ailleurs, nous nous sommes fâchés, ou presque, avec un pays qui fournit 12 % de notre consommation de pétrole : l'Algérie, dont le pétrole ne passe pas par le détroit d'Hormuz. Il y aurait quelque chose à faire de ce côté-là.

J'en viens au deuxième paradoxe, celui du contraste entre l'importance de la crise sociale et l'atonie de la population. Selon les chiffres de l'Union européenne, les dépenses d'essence ont augmenté en moyenne de 23,8 % entre 2025 et 2026 dans l'Union, ce qui alimente une inflation importante partout, et particulièrement en France. La crise est donc réelle, et Marc-Olivier a rappelé les sacrifices que font certains ménages en matière de déplacements. Or, on a l'impression, et j'espère que cela durera, que l'atonie sociale persiste et que le mouvement des Gilets jaunes n'est pas en train de renaître, malgré les rumeurs sur ce qui pourrait se passer le 17 octobre. J'y vois deux raisons très simples.

Premièrement, avec les Gilets jaunes, la cause de la crise était française : il s'agissait d'une décision d'Édouard Philippe d'augmenter la taxe carbone en France. On pouvait donc agir sur le gouvernement français. Deuxièmement, Emmanuel Macron était au début de son mandat : on pouvait penser qu'il disposait d'une marge de manœuvre pour résoudre cette crise sociale.

Aujourd'hui, il est en fin de mandat et chacun peut considérer qu'il n'a plus les moyens de faire grand-chose. Surtout, il ne cesse de répéter que la situation ne dépend pas de la France, ce qui contribue à paralyser les réactions.

Le vrai drame est qu'on a désormais en France le choix entre une révolution dans la rue et une révolution dans les urnes. À mon sens, ce sont les mêmes qui, dans sept mois, lors de l'élection présidentielle, manifesteront d'une autre manière leur ras-le-bol face à une situation internationale et nationale sur laquelle personne ne semble avoir de prise. Le président lui-même dit qu'il n'est pas en situation de maîtriser cette crise.

Jean-Louis Bourlanges :

Je crois qu'il faut d'abord voir que, dans cette affaire comme dans l'affaire ukrainienne, nous avons quelque chose de tout à fait nouveau : l'élection présidentielle est désormais clairement dominée par des enjeux internationaux. Les Français ne s'intéressent que modérément aux affaires internationales, plus que les Américains, mais les affaires internationales, elles, s'intéressent de très près aux Français.

Cela crée une situation assez particulière et sans doute en partie inhibitrice. Les Français sentent bien que, même s'ils protestent et se mettent en colère, la responsabilité première de cette situation incombe au président Trump, ce prix Nobel de la paix potentiel, qui a suivi, dans l'affaire du Moyen-Orient et de l'Iran, un contre-parcours absolument parfait. On ne pouvait guère gérer cette affaire plus stupidement, notamment en méconnaissant l'enjeu d'Hormuz, qui était pourtant évident. On peut aussi se demander comment le Premier ministre israélien est passé à côté. C'est quelque chose de très nouveau pour les Français. J'avais dit à Mme Borne, lorsqu'elle avait réuni à Matignon les présidents des différentes commissions et des groupes parlementaires, que ce serait la nouveauté fondamentale par rapport aux élections précédentes.

Sur la crise pétrolière proprement dite, il faut se poser deux questions : qui faut-il aider et qui doit payer ? Sur la première, vous avez dit tous les deux des choses très justes. On ne peut certainement pas aider tout le monde, d'abord parce qu'on n'a pas d'argent, mais aussi parce qu'il faut combiner une approche

sectorielle permettant d'aider ceux qui sont brutalement confrontés à une situation de très grande difficulté : les infirmières, les agriculteurs, et d'autres populations qu'il faut définir. Ce n'est pas facile, mais le gouvernement essaie de déterminer un périmètre, plus ou moins large, et pour une durée impossible à prévoir. Personne ne sait combien de temps cette crise va durer, et rien ne laisse penser qu'elle va s'interrompre rapidement. Ce premier choix est évidemment conditionné par la seconde question : qui doit payer ? L'État ne peut pas payer massivement. Il peut financer des aides ciblées, à condition de faire des efforts ailleurs, si cela ne dure pas trop longtemps et ne concerne pas trop de monde. Mais lorsqu'on propose, comme Mme Le Pen, une baisse de la TVA, on peut toujours considérer que la TVA sur l'essence est abusive : ce n'est pas la question. Nous avons un ensemble de ressources fiscales insuffisantes. Si l'on supprime une ressource, il faut la remplacer. En 1976, on avait créé l'impôt sécheresse, mais c'était une époque où, lorsque le gouvernement disait quelque chose, les Français avaient l'habitude d'obéir. Cette époque paraît assez largement révolue. Si l'on met de l'argent dans une baisse de la fiscalité sur l'essence, il faut donc déterminer quels contribuables paieront à la place. Cela n'a pas du tout été envisagé jusqu'à présent, et on comprend que M. Lecomte et le président Macron n'aient pas voulu le faire, car ce serait sans doute extrêmement explosif.

La seconde possibilité consiste à faire payer les compagnies pétrolières, notamment Total, en taxant ce qu'on appelle en bon français les *windfall profits* liés au raffinage. Total a réagi assez finement en bloquant ses prix, ce qui constitue un élément d'apaisement très puissant dans l'opinion publique.

L'arbitrage devient désormais, pour les consommateurs, de faire la queue ou de payer plus cher. On voit des gens se dire : « *maintenant, je vais chez Total, je perds une heure à attendre, mais ça vaut le coup quand même* »

L'ensemble de la gauche, compte tenu en plus du profil toujours assez agressif du président de Total Patrick Pouyanné, considère qu'il faut taxer les profits du

raffinage puisqu'ils sont aujourd'hui considérables. Mais il faut regarder cela avec prudence. Il est certain que les différentes compagnies de raffinage, notamment Total, gagnent beaucoup d'argent dans cette crise. Mais cela s'inscrit dans un système où les activités de raffinage sont traditionnellement peu rentables. Total rappelle avoir connu six années de déficit dans ce secteur. Si l'on s'en prend à Total lorsqu'elle gagne de l'argent, la logique voudrait qu'on l'aide lorsqu'elle en perd, autrement dit qu'on sorte de l'économie de marché pour arbitrer ses profits et ses pertes. Personne n'envisage évidemment cette solution. On envisage seulement de prendre de l'argent à Total lorsqu'elle en gagne. C'est un point important, car cela revient à imposer Total sur des profits réalisés en dehors du territoire national et sur lesquels elle paie déjà l'impôt. On peut considérer que c'est équitable ou légitime, je le comprends très bien. Mais, si cette situation dure, Total aura deux choix.

Le premier serait d'arrêter ses activités de raffinage en considérant : « *quand je gagne de l'argent, on me le prend, sinon, on me laisse le soin d'en perdre ; moi, ça m'intéresse pas, il y a des tas de compagnies qui font ça sans difficulté, vous vous débrouillerez avec elles* ». Or il ne faut pas oublier que la situation actuelle résulte précisément d'une pénurie de raffinage, provoquée par les raffineries mises hors d'usage par la guerre au Moyen-Orient. La seconde possibilité serait le départ de Total. Rien ne serait plus facile pour l'entreprise que de dire : « *demain, je suis à Londres, à Rotterdam ou ailleurs* ». La plupart des activités sont extérieures au territoire national. Il n'y a aucune raison que Total se retrouve dans une situation différente de celle des autres grandes majors qui se partagent le marché.

Tout cela montre les limites des réponses immédiates et renforce l'intérêt de ce que vous avez évoqué sur l'action à long terme. Maintenir des prix élevés, sans les subventionner, comme l'a dit Marc-Olivier, conduit les consommateurs à rationner leur consommation, à moins partir en week-end ou à réduire provisoirement certains déplacements. Cela encourage aussi les solutions

alternatives : la voiture électrique et les transports en commun, même si ce sont des réponses de long terme.

Quant au risque d'une nouvelle explosion des Gilets jaunes, je n'en sais rien.

Mais il est beaucoup plus difficile de construire un mouvement de protestation alors que les électeurs auront, dans six mois, la possibilité de choisir un président. Au moment des Gilets jaunes, ils pouvaient considérer qu'ils avaient un Macron et un Philippe qui allaient les embêter pendant des années.

Aujourd'hui, la question devient immédiatement : « *alors, vous votez pour qui ?* »

Et là, ils sont très embarrassés, parce que chacun mesure que les solutions préconisées par les uns et les autres, notamment par Mme Le Pen, ne sont pas à la mesure de l'enjeu.

Philippe Meyer :

Il ne faut cependant pas négliger un effet secondaire de la décision de Total de brider le prix du litre d'essence. Elle place les petites stations-service, qui ont une réelle utilité, notamment en matière d'aménagement du territoire, dans une situation extrêmement difficile, puisqu'elles ne peuvent évidemment pas suivre. Cela aura des conséquences lorsque le prix du pétrole sera revenu à un niveau à peu près normal, conséquences que nous n'avons pour le moment pas prévu d'assumer. Il faut donc aussi aider les petites stations.

LES EUROPÉENS ET L'UKRAINE

Introduction

Philippe Meyer :

Alors que l'Ukraine célébrait le 24 août les 35 ans de son indépendance, le Premier ministre britannique, Andy Burnham a choisi de se rendre à Kyiv pour sa première visite à l'étranger avec, le président du Conseil européen Antonio Costa, dont c'était la cinquième visite dans le pays. Andy Burnham n'est pas arrivé les mains vides. Il a annoncé qu'en coordination avec la France et après elle, il avait autorisé le missilier européen MBDA à livrer ses secrets de fabrication à l'Ukraine, afin qu'elle puisse construire sur son sol des missiles de croisière *Storm Shadow* (qu'on appelle *Scalp* en France). Depuis Kyiv, Burnham a également coprésidé, en visioconférence, avec le président français et le chancelier allemand, un sommet de la « *coalition des volontaires* » les 35 pays européens lancée conjointement en 2025 par son prédécesseur Keir Starmer et Emmanuel Macron. Les trois plus grandes puissances européennes considèrent comme contraire à leurs intérêts une victoire de la Russie sur l'Ukraine.

Le même jour, la Commission européenne a annoncé débloquer une nouvelle tranche du prêt de 90 milliards d'euros sur deux ans (2026 et 2027) promis à Kyiv ; elle porte sur 6,1 milliards d'euros « *pour les systèmes de défense aérienne, les munitions et les radars dont l'Ukraine a un besoin urgent* », précise son communiqué. Cette somme s'ajoute aux 16 milliards d'euros déjà débloqués en 2026, dont 8,35 milliards ont été déboursés. Les responsables européens évoquent déjà un nouveau programme d'aide d'une ampleur comparable, qui pourrait être financé par les avoirs russes gelés. Déjà, l'armée de Kyiv utilise les

centres logistiques d'autres pays, comme la Pologne, l'Allemagne et la Roumanie, tandis que les entreprises ukrainiennes du secteur de la défense ont installé leur production dans toute l'Europe, avec par exemple une usine de carburant pour missiles balistiques en cours de construction au Danemark. Au Royaume-Uni, le soutien à l'Ukraine est défendu par les différents gouvernements depuis 2022, indépendamment de leur couleur politique, et il reste largement partagé, malgré les critiques de certains partis populistes et d'extrême droite. Au sein de la population aussi, le soutien reste fort, alors qu'une certaine lassitude peut s'observer dans d'autres pays européens. Un sondage YouGov de février 2026 indiquait par exemple que 70% des Britanniques souhaitaient une victoire de l'Ukraine, contre seulement 45% des Français. Les mois qui viennent pourraient voir la victoire de forces électorales plus à l'écoute de la Russie de Poutine dans plusieurs pays clefs de l'Europe. Les partis favorables à Moscou gagnent du terrain, comme en France avec le Rassemblement national ou en Allemagne avec l'AfD.

Nicole Gnesotto :

Pour la première fois, la situation me paraît très difficile pour les Européens et nous sommes dans une impasse. Ils savent parfaitement ce qu'ils ne veulent pas faire : abandonner l'Ukraine, céder aux intimidations russes ou faire la guerre à la Russie. En revanche, ils ne savent pas quoi faire. Cette situation risque de durer et elle est très dangereuse, aussi bien sur le plan politique intérieur, notamment en France, que pour l'Europe dans son ensemble.

Premier point : depuis la rentrée, nous sommes visiblement dans une forme d'escalade militaire. Les Ukrainiens parviennent à frapper de plus en plus précisément jusqu'à Moscou et même au-delà, tandis que les Russes s'approchent dangereusement des frontières de l'Union européenne et de l'OTAN. Nous assistons à un changement de l'espace de guerre. Ce n'est plus seulement le front, le Donbass, qui devient le lieu privilégié de l'issue du conflit, ce sont les arrières. Pour la Russie, les arrières, c'est Moscou ; pour l'Ukraine, les arrières, c'est nous, le territoire de l'Europe et de l'Union européenne. C'est pourquoi les Russes multiplient aujourd'hui les intimidations. Ce changement de l'espace de guerre devrait entraîner une évolution de la réflexion stratégique européenne, mais pour l'instant, je ne la vois pas venir.

Deuxième point : depuis le début de la guerre, en février 2022, les Européens ont évolué. Une chose reste parfaitement stable, y compris globalement dans les opinions publiques : le soutien à l'Ukraine, qu'il soit militaire, économique, financier ou humanitaire. Sur le site du Conseil de l'Union européenne, le montant est aujourd'hui chiffré à 220 milliards d'euros en quatre ans, prêts, dons et armes compris. Quand je pense aux populations périurbaines françaises, je me dis que cela peut avoir un effet politique. Les Européens ont également constamment soutenu l'Ukraine sur le plan diplomatique. Leur position de départ

était de dire : « *tout ce que veut M. Zelensky, nous l'appuyons ; notre position est celle de l'Ukraine* ». Or, à côté de cette constante, une évolution très nette s'est produite : les Européens ont abandonné le volet diplomatique. On ne dit même plus que la position de Zelensky est la nôtre, on ne dit plus rien. Au départ, les Européens se battaient pour être à la table des négociations. Ils cherchaient à corriger les plans de cessez-le-feu proposés soit par Poutine, soit par les sbires de Donald Trump, et voulaient que l'Europe soit un acteur central de la diplomatie.

Aujourd'hui, ils ont totalement reculé. Il n'y a plus aucune idée ni initiative diplomatique. La seule chose qu'on entend en Europe, c'est la préparation à la guerre. Je trouve ce recul très dangereux et très dommageable. Nous avons suffisamment d'intelligence en Europe pour essayer d'imaginer une nouvelle phase, un plan de paix ou de cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie, mais nous ne le faisons pas. On a le sentiment que les Européens sont prêts à une guerre indéfinie, même si elle met en danger leur propre tranquillité sur leur territoire. C'est une évolution vraiment discutable. Il est faux de dire que les Européens n'ont pas la capacité de prendre une initiative diplomatique.

Troisième point : nos opinions publiques sont prises entre deux peurs. Les incursions de drones, mais aussi les attaques russes contre des trains ou des convois à la frontière, voire dans l'espace aérien de certains pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN, font peur. C'est exactement ce que veut Poutine : effrayer les populations pour qu'elles fassent pression sur leurs gouvernements et que ceux-ci s'écrasent. Mais, face à cette peur légitime de la Russie, les Européens et l'OTAN, alors que les Américains se taisent, tiennent eux-mêmes un discours effrayant. Notre chef d'état-major en a donné un exemple en disant qu'il fallait que les familles se préparent à perdre leurs enfants. Il est revenu depuis sur ses propos, mais il a commis une erreur. Les Occidentaux tiennent ainsi non pas un discours de défense, mais un discours de préparation à la guerre.

Les opinions publiques sont donc prises entre deux peurs : la peur de la Russie et la peur de la guerre qu'on prépare. Les dépenses de défense des Européens ont augmenté de 73 % entre 2021 et 2026. Elles atteignent aujourd'hui 454 milliards d'euros dans l'Union européenne. Une hausse de 73 % en cinq ans, ce n'est quand même pas rien. Dans un pays comme le nôtre, ces deux peurs risquent d'amener une victoire des partis pro-russes, qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche. Ne serait-ce que pour éviter cette catastrophe, une initiative européenne visant à changer de braquet, à changer d'itinéraire et à amorcer un troisième tournant dans la guerre me paraît plus qu'urgente.

Marc-Olivier Padis :

J'ai plusieurs points de désaccord avec la présentation de Nicole, mais c'est l'intérêt de la discussion. La première concerne l'opinion publique. C'est un sujet, je reprends dans l'ordre inverse. Alors, je pense qu'effectivement, il y a une contradiction dans les sentiments de l'opinion publique sur ce sujet. Et d'ailleurs, curieusement, les Russes jouent simultanément deux leviers qui se contredisent. Et donc, je trouve ça assez illisible parce que la tendance dominante des opinions européennes, ce serait plutôt d'abord la lassitude vis-à-vis de ce conflit qui n'en finit pas et qui stagne. Et cette lassitude, elle peut encourager les pro-russes à dire « *on a choisi le mauvais camp, cette guerre ne nous concerne pas, pourquoi utiliser des ressources, nous ne devrions pas nous mêler de cette affaire et nous en sortir* ». Ce que dit l'AfD en Allemagne : « *on récupérerait le gaz russe, tout irait bien, etc.* » Mais curieusement, les Russes, au lieu de tabler sur cette évolution qui serait tout à fait crédible, au contraire, multiplient les signes de menaces et d'agressivité vis-à-vis de l'opinion, ce qui réveille l'opinion sur le thème de la menace, avec des choses de plus en plus directes. L'année dernière, à cette période, j'étais en Pologne, ce n'est pas un train qui avait été visé, il y avait une opération qui avait fait sauter les rails d'une ligne de chemin de fer, deux fois de suite, en Pologne.

Alors, je discutais cette semaine avec le directeur d'un institut de sondage qui me disait que quand ils font des groupes qualitatifs pour faire parler en petit comité des gens et avoir un peu le sentiment, dans des entretiens non directifs, le premier sujet qui émerge, c'est la question géopolitique. Ça rejoint ce que disait Jean-Louis tout à l'heure, la géopolitique s'est imposée au devant des préoccupations et alors, ce qui est le plus étonnant, c'est que dans les échanges libres de ces panels, un tiers des personnes pensent que si la Russie nous déclare la guerre, on sera balayé du premier coup. C'est-à-dire que les Européens, là les Français en l'occurrence, ont un sentiment de fragilité, de manque de confiance dans les capacités de défense de la France, de l'Europe et peut-être de l'OTAN, ce qui est tout à fait étonnant.

Deuxième point de désaccord, les Européens ne savent pas quoi faire. Moi, je pense que si, ils savent quoi faire, mais simplement, ils ne tiennent pas leur objectif. C'est-à-dire, les Européens sont d'accord sur un point, c'est de vendre des armes à l'Ukraine. Et les Ukrainiens ne demandent pas mieux, d'ailleurs. Donc, on a dégagé de l'argent européen pour prêter de l'argent à l'Ukraine pour qu'ils nous achètent des armes. Mais ce qui est difficilement compréhensible, c'est que les industries européennes de défense ne se sont pas mises en ordre de marche pour fournir, pour augmenter leurs capacités de production. Pourtant, les budgets arrivent, alors peut-être que c'est plus des promesses que des réalisations, mais en principe, on devrait être capable de monter la cadence de production et de fournir les obus, les intercepteurs, les missiles balistiques, etc.

Alors ça, ça a une importance certaine sur la question des armements, parce que l'Ukraine, juste avant l'été, avait développé un discours diplomatique un peu nouveau qui consistait à dire : « *nous ne demandons pas de l'aide aux Européens, nous leur expliquons que demain, nous saurons les protéger parce que notre armée est devenue la meilleure armée d'Europe et que nous sommes en train de développer nos capacités militaires propres, notamment avec les drones.* » Nicole a très bien décrit la transformation du front, je suis

complètement d'accord. Les drones ont pris une importance absolument capitale dans ce conflit. D'après les Ukrainiens, 90% des pertes russes sont dues à des actions liées à des drones. Donc, la guerre a changé de nature et les Ukrainiens ont été capables de fabriquer eux-mêmes dans des petits ateliers des drones. Ainsi en 2025, il y a à peu près 500 fabricants de drones qui fabriquent chaque mois 200.000 drones en Ukraine, utilisés pour ce conflit. Ils ont fait preuve d'une agilité tout à fait remarquable. Dernier point de désaccord sur le fait qu'il n'y a pas d'idée diplomatique, je crois qu'au contraire, les Européens ont progressé dans le réalisme en constatant que Poutine n'est pas preneur de négociations. Les Russes continuent à dire encore ces semaines-ci : « *la fin du conflit, c'est quand l'Ukraine baissera les armes* ». Et donc, pour le moment, il faut bien constater que la volonté russe d'ouvrir des négociations n'est pas là.

Jean-Louis Bourlanges :

Dans ce débat très intéressant entre Nicole et Marc-Olivier, je me situe assez résolument du côté de Marc-Olivier. J'ai participé à plusieurs émissions sur ce sujet avec Nicole et j'avais jusqu'à présent le sentiment d'être entièrement d'accord avec elle. Là, je trouve qu'il y a un décrochage dans sa position qui me paraît préoccupant.

Je pars d'une idée simple : il n'y a de marge diplomatique pour personne face à Poutine. Il est décidé à aller jusqu'au bout, pour des raisons d'orgueil personnel et de stabilité de son système. Des informations publiées par un quotidien britannique indiquaient que les Russes étaient prêts à endurer beaucoup de sacrifices, mais certainement pas à supporter une humiliation. Cela me paraît tout à fait juste.

Poutine a refusé *tous* les accommodements et *tous* les compromis qui lui ont été proposés, notamment à Anchorage par Donald Trump. Ses exigences portent sur tout le Donbass, y compris les territoires actuellement occupés et défendus par l'armée ukrainienne. Elles impliquent aussi la neutralisation militaire de l'Ukraine,

la diminution de son potentiel et sans doute des modifications politiques telles que l'avenir d'un État ukrainien indépendant deviendrait très incertain. Le modèle est celui de la Géorgie. Il est difficile à appliquer parce que les Ukrainiens se sont organisés, mais nous sommes bien confrontés à une offensive vers l'Ouest.

Je ne suis pas du tout sûr que les Russes aient l'intention d'engager un véritable conflit pour reconquérir, par exemple, les pays baltes. C'est pourtant un enjeu fondamental : les diplomates russes ont toujours dit qu'il y avait une chose qu'ils n'acceptaient pas dans le règlement de la guerre froide intervenu il y a trente-cinq ans, c'était l'abandon des pays baltes, qu'ils considéraient comme appartenant à leur sphère. En revanche, si nous cédions aux Russes, si les Ukrainiens, lâchés par Trump et par nous, étaient contraints de céder sur l'essentiel à Poutine, nous, Européens, nous retrouverions dans une situation extrêmement difficile. Une crise morale de premier ordre serait à l'ordre du jour.

L'idée développée par une partie de l'extrême droite allemande, mais aussi par Mme Le Pen, M. Zemmour, M. Mélenchon et tout un ensemble de forces qui représentent ensemble 60 % des électeurs, consiste à dire qu'il faut apaiser les relations avec la Russie et rétablir notamment les circuits énergétiques et gaziers. En réalité, cela signifierait une finlandisation extrêmement claire, au sens classique du terme : non pas la Finlande d'aujourd'hui, vaillante et combative, mais celle de la guerre froide, politiquement subordonnée à la Russie.

Il n'y a pas de troisième voie, Nicole, parce que Poutine ne veut pas d'une troisième voie. En revanche, il est tout à fait possible que Poutine ait raison dans son calcul, c'est-à-dire que nous finissions par céder. Face à cela, la contradiction des Européens est évidente. Ils ne veulent ni la guerre ni la défaite de l'Ukraine. Mais l'option qui en découle est assez simple : il faut augmenter massivement, quantitativement et qualitativement, l'aide à l'Ukraine. Or nous ne le faisons pas. Nous considérons que nous avons à son égard une obligation de moyens et non une obligation de *résultats*. Nous inventons alors des dispositifs comme la coalition des volontaires, qui explique ce que nous ferons lorsque la

guerre sera terminée. C'est un peu se moquer du monde : le problème est de savoir comment finir la guerre, pas ce que nous ferons après.

Les Russes ont, pour terminer, deux stratégies qui peuvent sembler contradictoires : la première consiste à séduire les opinions pacifistes en Europe ; la seconde à faire peur. Elles sont difficilement conciliables, mais peuvent néanmoins se compléter. C'est l'enjeu fondamental : il n'y a pas de troisième voie. Soit nous aidons les Ukrainiens à résister et nous leur donnons réellement les moyens de résister structurellement et définitivement aux Russes, soit nous perdons toute réalité internationale.

Nicole Gnesotto :

C'est un débat important, et c'est dommage que nous n'ayons pas plus de temps. Je voudrais répondre à Jean-Louis sur deux points. Oui, j'ai bougé, mais pas du côté de la Russie.

Premièrement, vous dites que la Russie n'a pas de marge de négociation, qu'elle ne veut pas négocier, que pour Poutine c'est tout ou rien. Je suis complètement d'accord. Mais nous sommes dans une situation de guerre hybride, c'est-à-dire de déclenchement des hostilités en dessous du seuil de l'attaque militaire directe. Or nous ne sommes pas encore dans une situation de diplomatie hybride, alors que nous devrions l'être. Il ne s'agit pas de négocier avec Poutine puisqu'il ne veut pas négocier. Mais la diplomatie sert aussi à parler avec l'ennemi pour chercher où se trouvent ses faiblesses et comment les exploiter. Or nous ne faisons *même pas* cela.

Les faiblesses de la Russie existent. Ils perdent un million d'hommes, ils n'ont pas assez de soldats et n'osent pas recruter davantage parce que les mères vont hurler. Ils n'ont plus de pétrole et la situation intérieure devient difficile. Même Moscou est attaquée, les raffineries sont attaquées. Poutine n'est donc plus du tout dans la position de force qui était la sienne au début du conflit.

Deuxième point : résister. Oui, nous fournissons des armes aux Ukrainiens. Je ne

suis pas d'accord pour dire que nous ne le faisons pas assez. Nous le faisons au maximum et allons de plus en plus loin, non pas dans la quantité, mais dans la qualité des armes que nous leur donnons. Et quel est le résultat ? Nul, sur le plan militaire. Vous dites, Jean-Louis, qu'il faut les aider à résister. Oui, je suis d'accord. Mais cela ne peut pas les amener à *gagner*. Il faut donc être clair : si l'Ukraine ne peut pas gagner la guerre, cela signifie que nous acceptons une guerre indéfinie. Et je crois que ce n'est pas possible.